

Les non-résidents exemptés du paiement de la CSG/CRDS sur la plus-value immobilière et leurs revenus fonciers en France

La Cour de Justice de l'Union européenne prend le contre-pied du fisc :

**60.000 « non-résidents » ont vocation à réclamer le remboursement des sommes
indûment prélevées.**

Ce jeudi 26 février 2015, la Cour de Justice de l'Union européenne de Luxembourg a rendu un arrêt de principe qui a pour effet de priver dorénavant la France du droit de prélever des contributions sociales sur les revenus immobiliers (plus-value ou loyers) des personnes affiliées auprès de caisses étrangères de sécurité sociale.

Cette décision ouvre la voie à un raz-de-marée de réclamations fiscales de la part des milliers de contribuables domiciliés à l'étranger qui ont été à tort soumis aux prélèvements sociaux.

La CJUE étend aux revenus du capital la solution qu'elle avait adoptée pour les revenus du travail

En 2000, la Cour de Justice de l'Union européenne avait déjà jugé que le prélèvement de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité et de remplacement des travailleurs résidant en France mais soumis à la législation de sécurité sociale d'un autre État membre était « *incompatible tant avec l'interdiction du cumul des législations applicables en matière de sécurité sociale, consacrée à l'article 13, paragraphe 1, du règlement n°1408/71, qu'avec la libre circulation des travailleurs et la liberté d'établissement garanties par le traité* ».

La France s'est depuis conformée à cette décision. Restait cependant en suspens le sort des prélèvements sociaux opérés sur les revenus du capital. La Cour de Luxembourg a tranché aujourd'hui la question en faveur du contribuable.

C'est à un ressortissant néerlandais affilié pour sa sécurité sociale aux Pays-Bas que l'on doit cette décision qui devrait contenter les non-résidents qui relèvent actuellement du régime social du pays dans lequel ils travaillent. Ce contribuable avait en effet contesté devant le juge administratif le fait que la France soumette ses revenus du patrimoine aux différentes contributions sociales (CSG / CRDS et autres cotisations sociales).

Le fondement juridique de la décision rendue

Saisie d'une question préjudicielle par le Conseil d'Etat, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé qu'en application du principe de l'unicité de la législation sociale applicable, il est interdit d'exiger d'une personne qu'elle paye des contributions sociales dans un Etat autre que l'Etat dont elle relève pour son régime de sécurité.

Pour la Cour, il faut en effet « *éviter les complications qui peuvent résulter de l'application simultanée de plusieurs législations nationales* » et « *supprimer les inégalités de traitement* » qui seraient la conséquence « *d'un cumul partiel ou total des législations applicables* ».

En appliquant ce principes au cas d'espèce, la Cour - après avoir constaté que M. de Ruyter est soumis à la sécurité sociale aux Pays-Bas - dit pour droit que ce dernier ne saurait être également soumis par la France à des dispositions légales instaurant des prélèvements (CSG / CRDS et autres cotisations) dont « *le produit est affecté directement et spécifiquement au financement de certaines branches de sécurité sociale en France ou à l'apurement des déficits de ces dernières* ».

Il est en effet difficile d'admettre que ceux qui ne sont pas affiliés aux caisses françaises doivent sur leurs revenus financer au travers de la CSG/CRDS et autres prélèvements sociaux les différents régimes obligatoires et les déficits de la sécurité sociale en France.

Les personnes concernées par la décision

La décision de la Cour de Justice de l'Union européenne a vocation à s'appliquer à toute personne résidante d'un autre Etat membre de l'Union européenne (ou de la Suisse) et relevant de la législation sociale de cet Etat mais qui détient des biens immobiliers en France, pour les revenus tirés de ces biens (revenus locatifs ou plus-value en cas de vente). Il faut savoir également que la Commission européenne a introduit deux procédures d'infraction contre la France en raison de l'extension de la CSG et de la CRDS aux revenus fonciers perçus par les non-résidents (procédure 2013/4168 pour les revenus locatifs et procédure 2014/4140 pour les plus-values immobilières).

Comment obtenir le remboursement des prélèvements sociaux ?

Il est préférable que le contribuable se rapproche d'un conseil juridique afin de constituer un dossier solide pour engager ensuite une procédure fiscale en remboursement. Conformément à l'article L 190 du Livre des procédures fiscales, les actions « *tendant à la restitution d'impositions indues, fondées sur la non-conformité de la règle de droit dont il a été fait application à une règle de droit supérieure, révélée par une décision juridictionnelle (...) se prescrivent par deux ans, selon le cas, à compter de la mise en recouvrement du rôle ou de la notification de l'avis de mise en recouvrement ou, en l'absence de mise en recouvrement, du versement de l'impôt contesté ou de la naissance du droit à déduction.* » En d'autres termes, pour des revenus perçus en 2012 et ayant donné lieu à un avis d'imposition en 2013, le contribuable doit agir dans les deux ans de la notification de cet avis. Toutefois, pour la plus-value immobilière, le délai de deux ans commence à courir à compter du versement de l'impôt.

Me Clint Goffin van Aken est un avocat ayant pour activité dominante le règlement des litiges transfrontaliers et l'application du droit européen en France. Il dirige un cabinet basé à Strasbourg, siège du Parlement européen et de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui opère sur toute la France pour défendre les intérêts des ressortissants communautaires dans des dossiers transnationaux.

Non-residents exempt from payment of French CSG/CRDS on capital gains and rental income in France

The European Court of Justice rules against the French tax authorities: 60,000 non-residents can request reimbursement of unduly paid sums

On Thursday, February 26, 2015 the European Court of Justice (ECJ) in Luxembourg has published a decision of principle that will deprive France from levying social charges on real estate income (rental or capital gains) of persons who are members of foreign social security schemes.

This decision could give rise to a wave of reimbursement requests coming from thousands of non-resident taxpayers and who have unduly paid the French social charges.

The ECJ applies its solution for employment income to income from assets

In 2000, the ECJ had already decided that levying CSG and CRDS on employment income and substitute income of workers living in France but subject to the social security legislation of another member state was «*incompatible not only with the interdiction of accumulation of applicable social security legislations, granted by article 13, section 1 of Council Regulation No. 1408/1971, but also with the rights of free movement and freedom of establishment laid down in the Treaty*».

France has respected this decision. A question remained however regarding social charges on income from assets. The Luxembourg Court has now answered this question in favour of the taxpayer.

The decision is based on the case of a Dutch citizen, Mr de Ruyter, member of the Dutch social security scheme. It will satisfy the non-residents currently member of the social security scheme of their employment country. Mr de Ruyter had challenged before the French administrative court the fact that France levied different social charges (CSG/ CRDS and others) on his income from assets.

The legal grounds of the decision

The French Conseil d'Etat filed a request for a preliminary ruling with the ECJ. In its ruling the ECJ stated that by virtue of the principle that the legislation of a single Member State applies in matters of social security, it is not allowed to levy social charges from a person in a country other than the country to whose social security scheme the persons belongs.

According to the ECJ the purpose is to «*avoid the complications which may ensue from the simultaneous application of a number of national legislative systems*» and to «*eliminate the unequal treatment which (...) would be the consequence of a partial or total overlapping of the applicable legislation*»

In application of these principles to the present case and after having stated that Mr de Ruyter is subject to the subject to the social security scheme the Netherlands, the Court rules that Mr de Ruyter cannot be made subject by France “to legal provisions imposing levies which have a direct and sufficiently relevant link with the legislation governing the branches of social security listed in Article 4 of Council Regulation No 1408/71.”

It is effectively difficult to accept that those who are not subject to the French social security scheme should by their income finance via CSG and CRDS and other social charges the different compulsory French social security schemes and their deficits.

Persons concerned by the decision

The ECJ's decision applies to any person residing in another EU Member State than France (or in Switzerland) being subject to the social security scheme of such country but owing real estate in France, for income earned from such real estate (rental income or capital gains in case of a sale). The European Commission has launched an infringement proceeding against France because of the extension of CSG and CRDS to real estate income earned by non-residents (proceeding No. 2013/4168 for rental income and 2014/4140 for real estate capital gains).

How to obtain reimbursement of social security charges?

The taxpayer should preferably contact a legal counsel in order to prepare a complete file before making the reimbursement request to the French Tax authorities. According to article L 190 of the Act on tax proceedings, any claim «for the reimbursement of unduly paid taxes, based on the non-conformity of the rule applied in relation to higher ranked law, established by a court decision (...) will be prescribed two years after the receipt of the tax notice or the collection of the tax, depending on the case, or otherwise after the payment of the relevant tax. In other words, for income received in 2012, subject to a tax notice in 2013, the taxpayer has to act within two years of the receipt of such notice. For real-estate capital gains the 2-year period starts to run with the payment of the tax.

Maître Clint Goffin van Aken is a lawyer having his main activity in cross-border issues and the application of European Law in France. He heads a law firm based in Strasbourg, seat of the European Parliament and of the European Court of Human Rights. He represents EU citizens all over France to defend their rights in cross-border issues.

Grenzgänger und Steuerausländer von der Zahlung von CSG/CRDS auf Vermögenseinkünfte in Frankreich befreit

**Der Gerichtshof der europäischen Gemeinschaften (EuGH) widerspricht dem französischen Fiskus:
Rückforderungen in Millionenhöhe zu erwarten.**

Der EuGH hat am 26.02.2015 eine Grundsatzentscheidung gefällt (In der Rechtssache C-623/13 Ministre de l'Économie et des Finances contre Gérard de Ruyter), die zur Folge hat, dass Frankreich zukünftig keine Sozialabgaben auf die Vermögenseinkünfte von im Ausland sozialversicherten Bürgern mehr erheben darf. Diese Entscheidung ebnet den Weg für eine Flut von Steuerrückforderungen von in Frankreich steuerpflichtigen Grenzgängern, die bislang diese Sozialabgaben zu Unrecht gezahlt haben.

Der EuGH dehnt seine Rechtsprechung für Erwerbseinkünfte auf Vermögenseinkünfte aus

Im Jahr 2000 hatte der EuGH bereits entschieden, dass die Erhebung von CSG und CRDS auf Erwerbs- und Ersatzeinkünfte von in Frankreich wohnhaften, aber der Sozialversicherung in einem anderen Mitgliedsstaat unterliegenden Personen «unvereinbar sowohl mit dem Verbot der Kumulierung der anwendbaren Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit nach Art. 13 Absatz 1 der Verordnung Nr. 1408/71 als auch mit dem vertraglich garantierten Grundsatz der Freizügigkeit und Niederlassungsfreiheit» ist.

Frankreich hat diese Entscheidung seither befolgt. Offen war weiterhin die Frage, ob Sozialabgaben auf Vermögenseinkünfte erhoben werden dürfen. Das Gericht in Luxemburg hat diese Frage nun zugunsten der Steuerzahler entschieden.

Der aktuellen Entscheidung lag der Fall eines niederländischen Staatsangehörigen zu Grunde, der in Frankreich wohnt, jedoch seine Tätigkeit in den Niederlanden ausübt. Die Folgen für die mehr als 300000 Grenzgänger, die derzeit dem System der sozialen Sicherung in dem Land unterliegen, in dem sie berufstätig sind, sind noch nicht absehbar. Im Ausgangsfall hatte der Kläger vor dem französischen Verwaltungsgericht die Rechtmäßigkeit der Besteuerung mit verschiedenen Sozialabgaben (darunter CSG/ CRDS) einer in den Niederlanden gezahlten Leibrente mit einem Gesamtsteuersatz von 15,5 % bestritten.

Rechtsgrundlage der aktuellen Entscheidung

Das oberste französische Verwaltungsgericht (Conseil d'Etat) hat den EuGH im Rahmen eines Vorabentscheidungsverfahrens angerufen. Der EuGH hat entschieden, dass es in Anwendung des Grundsatzes der Anwendung nur eines Rechts im Bereich der sozialen Sicherheit untersagt ist, von einer Person die Leistung von Sozialabgaben in einem anderen Mitgliedsstaat als dem, dessen Sozialversicherung er angehört, zu fordern.

Das Gericht stellt fest: „Mit diesem Grundsatz der Anwendbarkeit nur eines Rechts im Bereich der sozialen Sicherheit sollen die Komplikationen, die sich aus der gleichzeitigen Anwendung von Rechtsvorschriften mehrerer Mitgliedstaaten ergeben können, vermieden und die Ungleichbehandlungen ausgeschlossen werden, die aus einer teilweisen oder vollständigen Kumulierung der anwendbaren Rechtsvorschriften für Personen folgen würden, die innerhalb der Union zu- und abwandern.“

Denn: „Würden die in einem Mitgliedstaat ansässigen Personen, die der Sozialversicherung eines anderen Mitgliedstaats angeschlossen sind, verpflichtet, wenn auch nur zum Teil, die soziale Sicherheit auch ihres Wohnstaats zu finanzieren, würde nämlich eine Ungleichbehandlung geschaffen, da alle anderen im letztgenannten Mitgliedstaat ansässigen Personen nur Beiträge zu

dessen System der sozialen Sicherheit zahlen müssen.“

In Anwendung dieser Grundsätze auf den konkreten Fall hat das Gericht – nach Feststellung, dass Herr de Ruyter als Wanderarbeiternehmer dem Recht der Sozialversicherung in seinem Beschäftigungsstaat, den Niederlanden unterliegt – entschieden, dass Herr de Ruyters „Wohnsitzstaat weder seine Einkünfte aus einem Arbeitsverhältnis noch seine Einkünfte aus dem Vermögen Rechtsvorschriften unterwerfen, mit denen Abgaben geschaffen werden, die einen unmittelbaren und hinreichend relevanten Zusammenhang mit den Gesetzen zur Regelung der in Art. 4 der Verordnung Nr. 1408/71 aufgeführten Zweige der sozialen Sicherheit aufweisen.“

Es ist in der Tat schwer nachvollziehbar, wieso diejenigen, die nicht der französischen sozialen Sicherung angehören, durch ihre (Vermögens-)Einkünfte, mittels CSG/ CRDS und anderer Sozialabgaben die verschiedenen französischen Sozialversicherungssysteme und das Defizit der französischen Sozialversicherung finanzieren sollen.

Diese Feststellungen können auch nicht dadurch in Frage gestellt werden, dass « *die Vermögenseinkünfte noch nicht Gegenstand einer Belastung mit Sozialversicherungsbeiträgen im Beschäftigungsmitgliedsstaat waren.* »

Die von der Entscheidung betroffenen Personen

Die Entscheidung des EuGH gilt gegen Frankreich für Vermögenseinkünfte und für natürliche Personen in einer der folgenden Konstellationen:

- **Konstellation Nr. 1 :** Beschäftigter Grenzgänger, der in Frankreich wohnt, aber der sozialen Sicherung des Beschäftigungsstaates unterliegt (EU-Mitgliedsstaat und Schweiz, da die Gemeinschaftsregelungen über die Koordinierung der Sozialversicherungssysteme seit dem 01.04.2012 auch für die Schweiz gelten), für sämtliche Vermögenseinkünfte.
- **Konstellation Nr. 2 :** Person, die in einem anderen Mitgliedsstaat oder der Schweiz wohnt und dem dortigen System der sozialen Sicherung unterliegt, die aber in Frankreich Grundeigentum besitzt, für die Einkünfte hieraus (Mieteinahmen, Veräußerungsgewinn im Falle des Verkaufs). Die Europäische Kommission hat ein Vertragsverletzungsverfahren gegen Frankreich eingeleitet aufgrund der Belastung mit CSG und CRDS von Einkünften aus Immobilien von nicht in Frankreich ansässigen Personen (Verfahren Nr. 2013/ 4168).

Wie können die zu unrecht gezahlten Sozialabgaben zurückgefördert werden?

Um alle erforderlichen Unterlagen für ein Rückforderungsverfahren zu sammeln, sollten Steuerzahler einen Rechtsberater kontaktieren. Nach Artikel L-190 des französischen Steuerverfahrensgesetzes verjährten Anträge „auf Rückzahlung von nicht geschuldeten Steuern, basierend auf der Rechtswidrigkeit der Regel, die bei der Belastung zur Anwendung kam, in Bezug auf höheres Recht, die durch ein Gericht festgestellt wurde, innerhalb von zwei Jahren, je nach Einzelfall, ab Erhalt des Steuerbescheids oder der Eintreibung, oder anderenfalls ab der Zahlung der bestrittenen Steuern.“ Mit anderen Worten, für Einkünfte aus dem Jahr 2012, für die im Jahr 2013 ein Steuerbescheid erteilt wurde, muss der Steuerzahler innerhalb von zwei Jahren nach Erhalt dieses Steuerbescheids tätig werden. Für Veräußerungsgewinne aus Immobilienverkäufen beginnt der Fristlauf mit dem Tag der Zahlung der Steuer.

Maître Clint Goffin van Aken ist ein auf grenzüberschreitende Streitigkeiten und die Anwendung europäischen Rechts in Frankreich spezialisierter Rechtsanwalt. Er ist Gründer einer Kanzlei in Strasbourg, dem Sitz des europäischen Parlaments und des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, die in ganz Frankreich die Interessen von Unionsbürgern in transnationalen Fällen vertritt.

PERSBERICHT

Straatsburg, 26 februari 2015

Grenswerkers en niet-ingezetenen vrijgesteld van Franse sociale lasten (CSG/CRDS) over hun inkomsten uit vermogen.

Het Europese Hof van Justitie (EHvJ) stelt zich lijnrecht op tegenover de Franse fiscus.
Miljoenen euro's moeten worden terugbetaald..

Donderdag 26 februari 2015 heeft het Hof van Justitie van Europa te Luxemburg een principie-uitspraak gedaan dat Frankrijk het recht ontheeft sociale lasten te heffen over de inkomsten van personen die verzekerd zijn bij een buitenlandse sociale verzekeringsbank. Deze uitspraak kan een vloedgolf aan bezwaarschriften tegen de Franse belastingdienst ontketenen van grenswerkers die ten onrechte een belastingaanslag opgelegd kregen.

Het Hof laat haar eerdere uitspraak betreffende inkomsten uit arbeid eveneens gelden voor inkomsten uit vermogen

In 2000 had het Hof al geoordeeld dat de heffing van de CSG en de CRDS over inkomsten uit een commerciële activiteit of inkomsten uit arbeid door in Frankrijk wonende werknemers die onder de sociale verzekeringswet vallen van een andere Europese lidstaat « *niet verenigbaar (is) met zowel het verbod op stapeling van toepasselijke sociale verzekeringsstelsels, zoals vastgelegd in artikel 13, paragraaf 1 van het besluit n°1408/71, als met het vrije verkeer van werknemers en het recht op vrije vestiging zoals gewaarborgd door het verdrag* ». Sindsdien heeft Frankrijk zich gehouden aan dit besluit. Echter het lot van de sociale heffingen over inkomsten uit kapitaal was hiermee nog niet beslecht. Het Hof te Luxemburg heeft hierover vandaag ten gunste van de belastingbetalen beslist. Het is dankzij een Nederlander die in Frankrijk woonachtig is maar inkomsten ontving uit Nederland dat het tot dit arrest is gekomen dat meer dan 300.000 grensbewoners treft die op dit moment vallen onder de sociale wetgeving van het land waarin zij werken. Deze belastingbetalen heeft namelijk voor de bestuursrechter het feit aangevochten dat Frankrijk zijn lijfrente die hij uit Nederland ontving, belastte met verschillende sociale heffingen (CSG / CRDS en andere sociale heffingen) voor in totaal 15 % van zijn belastbaar inkomen.

De juridische grond van het arrest

De Conseil d'Etat (de Franse Raad van State) had zich met een prejudiciële vraag gewend tot het Hof van Justitie van Europa dat dus nu geoordeeld heeft dat door toepassing van het principe van eenheid van sociale wetgeving, het verboden is van iemand te eisen sociale lasten af te dragen aan een andere lidstaat dan de lidstaat waaronder deze persoon valt wat betreft het stelsel van sociale wetgeving.

Wat betreft het Hof moet men namelijk « *complicaties vermijden die kunnen ontstaan uit de gelijktijdige toepasselijkheid van verschillende nationale wetgevingen* » en « *de ongelijkheid van behandeling die het gevolg is van gedeeltelijke of volledige cumulatie van de toepasselijke wetgevingen opheffen van personen die zich binnen de Europese ruimte bewegen* ».

Het mag duidelijk zijn dat « *diegenen die in een lidstaat wonen maar vallen onder het stelsel van sociale wetgeving van een andere lidstaat, te verplichten om, al is het slechts gedeeltelijk, het sociale stelsel van de lidstaat waar zij wonen te financieren* » een « *ongelijke behandeling* » met zich meebrengt aangezien « *alle andere ingezetenen van deze laatste lidstaat enkel en alléén aan het sociale stelsel van dat land bijdragen* »

Door deze principes op dit geval toe te passen, heeft het Hof – nadat zij heeft vastgesteld dat de heer De Ruyter als migrerend werknemer is onderworpen aan de sociale wetgeving van de lidstaat waarin hij werkt, namelijk Nederland – besloten dat hij niet door de lidstaat waar hij woont « *noch wat betreft de inkomsten uit een arbeidsverhouding noch wat betreft inkomsten uit vermogen* » onderworpen kan worden aan de wettelijke bepalingen van diverse sociale heffingen (CSG / CRDS en andere sociale bijdragen) waarvan « *de opbrengst rechtstreeks en specifiek ter financiering van de takken van sociale zekerheid in Frankrijk wordt aangewend, of dient ter aanzuivering van de schuld in het verleden opgebouwd door de sociale zekerheid in Frankrijk.* ».

Het is inderdaad moeilijk vol te houden dat personen die niet aangesloten zijn bij een Franse sociale verzekeringssbank middels hun inkomsten – of deze nu al dan niet uit vermogen voortkomen – door heffing van de CSG/CRDS en andere sociale heffingen de verschillende sociale verzekeringssbanken en de te korten van de sociale zekerheid in Frankrijk mede zouden moeten financieren.

Bovendien moet volgens het Hof deze analyse óók niet in twijfel worden getrokken in geval de inkomsten uit vermogen van de grensarbeider in de werkstaat niet belast worden met sociale heffingen.

Wie gaat deze uitspraak aan

Deze uitspraak van het Hof van Justitie van Europa geldt voor Frankrijk voor wat betreft de inkomsten uit vermogen en voor fysieke personen die zich in een van de volgende situaties bevinden:

- **Geval n°1 :** Grensbewoner woonachtig in Frankrijk maar die voor het sociale verzekeringssstelsel valt onder de wetgeving van het land waar hij werkt (een Europese lidstaat inclusief Zwitserland aangezien Europese verdragen betreffende de sociale zekerheid sinds 1 april 2012 ook van toepassing zijn op Zwitserland), voor wat betreft het totaal aan inkomsten uit vermogen.
- **Geval n°2 :** Personen woonachtig in een andere lidstaat of Zwitserland en onderworpen aan het sociale zekerheidstelsel van die lidstaat maar die onroerend goed in Frankrijk bezitten en daar inkomsten uit genereren (huuropbrengsten of meerwaarde ingeval van verkoop). Daarbij is het van belang te weten dat de Europese Commissie eveneens een procedure tegen Frankrijk is gestart wegens de heffing van de CSG en CRDS over inkomsten uit onroerend goed van niet-ingezetenen (EU Pilot 2013/4168).

Hoe de betaalde sociale heffingen terug te krijgen.

Het is aan te raden dat de belastingbetalen zich tot een juridisch adviseur went om zo een solide dossier op te laten bouwen en die vervolgens namens de belastingbetalen de procedure tot terugvage instelt. Conform artikel L 190 van de Belastingwetgeving geldt dat procedures « *met het doel terugvage te verkrijgen van onterecht opgelegde belastingen, gebaseerd op de non-conformiteit van de wetgeving onderworpen aan een hogere wetgeving en aan het licht gebracht door een gerechtelijke uitspraak (...) verjaren binnen 2 jaar, afhankelijk van de situatie, of nadat*

*de terugvordering op de rol is gezet, of na de datum van de betekening van de eis tot restitutie of, bij afwezigheid hiervan vanaf het moment van de betaling van de betwiste belasting of het moment van het ontstaan van recht op aftrek ». Met andere woorden, voor de inkomsten ontvangen in 2012 en waarover in 2013 belasting is geheven, dient de belastingbetaler binnen 2 jaar na ontvangst van de belastingaanslag reageren. Echter, voor de zogenaamde *plus-value* over onroerend goed geldt een verjaringstermijn van 2 jaar na datum van betaling van de belasting.*

Mr. Clint Goffin van Aken is advocaat en houdt zich bezig met grensoverschrijdende zaken en de toepassing van de Europese wetgeving in Frankrijk. Hij leidt een kantoor in Straatsburg, hart van het Europese Parlement en het Europese Hof voor de rechten van de Mens, waarbij hij door heel Frankrijk namens cliënten uit de verschillende Europese lidstaten optreedt om hun belangen te behartigen bij internationale dossiers.

12, rue René Schickelé
F-67 000 STRASBOURG
TEL. 00 33 (0)3 88 36 44 69
FAX 00 33 (0)3 88 36 57 01
E-MAIL avocat@goffinvanaken.com

www.goffinvanaken.com